

Conférence de presse de Swissmechanic et d'Unia du 21 novembre 2017 à Berne

Étude «Importance économique et problématiques des PME de l'industrie suisse des machines, prenant spécifiquement en compte les entreprises membres de Swissmechanic»

Exposé de Daniel Arn, vice-président de Swissmechanic

La politique économique comporte parfois des bizarreries. Vous vous souvenez peut-être des disputes survenues après 2008 à propos du resserrement du crédit en Suisse. Les uns disaient que le crédit est rare pour les PME. Mais le SECO et le Conseil fédéral ont répondu avec autorité qu'il n'y avait pas de pénurie du crédit en Suisse. Le même scénario s'est répété plusieurs fois. Et je me suis toujours dit: Pourquoi personne ne vient-il nous demander à nous, qui sommes actifs sur le terrain, ce qu'il en est réellement?

Une nouvelle étude de l'Université de Saint-Gall (HSG) l'a fait. Elle révèle ce qu'au fond nous savons tous: il est souvent difficile, voire impossible dans bien des cas aux PME de financer les projets qui permettraient de garantir leur pérennité et leur développement. En 2015, une entreprise sur cinq s'est vu refuser un crédit destiné à financer son activité économique. D'autres années, les banquiers ont éconduit une entreprise sur huit.

En outre, les difficultés d'obtention de crédit de trésorerie et d'investissement ne sont que la pointe de l'iceberg. D'abord, beaucoup de PME ne sollicitent même plus de crédits, sachant par avance que leur banquier les découragera. Ensuite, les conditions de crédit sont tellement dissuasives que le financement n'aboutit pas. Les PME se procurent de l'argent frais principalement auprès des grandes banques et des banques cantonales, et les sociétés de leasing jouent aussi un certain rôle auprès des membres de Swissmechanic. Entre 2014 et 2016, une PME sur trois a dû constituer une garantie hypothécaire pour obtenir un crédit. À cet effet, il lui a fallu s'acquitter d'intérêts compris entre 4,2 et 4,5%. Dans un contexte où les taux d'intérêt se rapprochaient de zéro, il s'agit là d'une lourde hypothèque – au sens figuré aussi – grevant l'avenir des PME.

On est donc amené à se demander si à l'heure actuelle, les banques assument pleinement leur rôle économique, voire si elles ont encore la possibilité de le faire. Il faut en particulier questionner ici les changements en matière de gouvernement d'entreprise et les durcissements réglementaires, qui érigent toujours plus d'obstacles aux affaires entre les entreprises et les banques. D'où notre intérêt croissant pour les sources alternatives de financement. Je ne pense pas seulement au financement basé sur les plateformes en plein essor. Dans le domaine des Fintech, il faudrait commencer par adapter les règles, afin de rendre de tels financements compétitifs pour les PME. Nous disposons également d'instruments traditionnels, qui restent sous-utilisés. Le système de cautionnement en faveur des PME gagnerait à être mieux connu de nos membres. Car il offre des possibilités intéressantes et viables. Notre mandat de formation consiste à sensibiliser les PME à ces solutions. En effet, le financement s'avère toujours un thème délicat entre les entreprises. On n'aime pas que des tiers consultent nos livres comptables. Nous devrions toutefois mieux communiquer sur cette question elle aussi essentielle. De son côté, le monde politique a encore beaucoup à faire pour que le cautionnement soit étendu et davantage utilisé en faveur des PME. Les prescriptions en matière de placement aux caisses de pensions doivent elles aussi être assouplies.

Il y a eu sur cette question, lors de nos discussions avec le syndicat Unia, de précieuses contributions de sa part. J'ai été étonné de voir à quel point nous avons pu parler de manière constructive sur ces choses. Nos échanges ont également été très fructueux sur un autre défi majeur. Il s'agit de l'industrie 4.0. La révolution numérique ne fait que commencer, elle va bouleverser les chaînes de création de valeur et constitue un terrain glissant pour les PME, qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour créer de grandes équipes de développement et de gestion du changement. Il y a là à la fois de réels risques et des chances à saisir.

Nous avons constaté l'existence d'une importante priorité commune, dans le domaine de la formation et du perfectionnement. Il s'agit du dénominateur commun naturel des employeurs et du syndicat – de notre terrain de jeu commun. Les 1400 entreprises affiliées à Swissmechanic emploient actuellement 6000 apprentis. Cela représente un énorme effort et un engagement considérable de notre part. Si nous voulons rester dans la compétition à l'ère de la numérisation, il faut adapter les profils professionnels, les apprentissages et les autres filières de formation. Surtout, il faut prévoir des formes de requalification régulière, et donc de formation continue. Il importe de le faire ensemble; nous en avons le devoir, et aussi la ferme intention.

Seul le texte prononcé fait foi.